

L'O. N. U. en faillite ?

La Conférence de presse de De Gaulle (Commentaire du Renmin Ribao)

Les critiques formulées le 4 février, lors d'une conférence de presse par de Gaulle sur les Nations Unies et sur le système monétaire international du monde capitaliste sont « réalistes et objectives », a dit l'observateur du « Renmin Ribao ».

Voici les extraits de l'article du quotidien chinois :
La majorité des pays dans le monde sont mécontents de la situation actuelle de l'O. N. U. contrôlée et manœuvrée par les Etats-Unis, et celle-ci a fait beaucoup de torts aux pays socialistes. Elle n'a cessé de porter atteinte et de nuire à l'indépendance et à la souveraineté des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. N'obéissant qu'aux ordres des Etats-Unis, elle ne prend nullement en considération l'opinion des autres pays membres. Résolue à ne plus subir les vexations, l'Indonésie s'en est vairement retirée. Et, à présent, les critiques du président de Gaulle à l'égard des Nations-Unies montrent que même au sein du bloc de l'O. T. A. N., certaines gens estiment que la situation dans laquelle se trouvent les Nations-Unies, aujourd'hui entièrement manipulées par les Etats-Unis, doit prendre fin.

Qui a le dernier mot au sein de l'O. N. U. ? Les Etats-Unis. A parler raisonnablement, tous les pays membres des Nations-Unies, qu'ils soient grands ou petits et de quel continent qu'ils soient, devraient jouir de droits égaux. La majorité des pays membres sont les petits pays. Plus de la moitié sont des pays d'Asie et d'Afrique et n'ont pas en réalité droit à la parole. Ces pays sont souvent l'objet d'humiliations et d'atteintes au sein de l'O.N.U.

Et quant aux grands pays, quelle est leur situation ? La République populaire de Chine est jus qu'ici tenue à l'écart de l'O. N. U. Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Union Soviétique, bien qu'elles aient membres permanents du Conseil de Sécurité, elles ne jouent pas un rôle important. L'une ou l'autre de leurs propositions sont parfois adoptées, dans la mesure où elles s'accordent avec les intérêts des Etats-Unis ou bien ne vont pas à leur rencontre.

L'attitude des Etats-Unis à l'égard de cette organisation mondiale pourrait se résumer en quelques mots : « Les Nations-Unies, c'est moi ».

L'O. N. U. a dégénéré en un instrument au service des Etats-Unis pour leur politique de néo-colonialisme. Là où l'on voit hisser le drapeau bleu-blanc de l'O. N. U., on trouve également le drapeau étoilé et barré des Etats-Unis. L'agression des Etats-Unis contre la Corée en est un exemple.

L'impérialisme américain s'est servi de l'O. N. U. à n'importe quel moment pour s'opposer aux pays socialistes et entreprendre des interventions et des attaques contre les pays nationalisés, mais n'a pu empêcher ces pays socialistes et leur peuple de progresser et de leur porter « justice ». Le cas du Congo - Léopoldville

en est un exemple particulièrement frappant.

La déclaration de de Gaulle sur les Nations-Unies a touché le gouvernement Johnson à son point le plus sensible. Aussitôt après la conférence de presse à Paris, Washington a donné une autre conférence de presse au cours de laquelle Johnson, qui n'avait même pas encore lu le texte intégral de la déclaration de de Gaulle, se hâta d'exprimer son opposition. Quant à Stevenson, délégué américain à l'O. N. U., il a déclaré son ressentiment sur le dossier de la Chine, en prétendant qu'elle se trouvait à la tête de la campagne visant à saper les Nations-Unies. Monsieur Stevenson, ce sont les Etats-Unis et non la Chine, qui sont en train de saper les Nations-Unies.

Comme l'a dit de Gaulle, ce sont précisément les Etats-Unis qui ont commis une série d'actes illégaux, faisant ainsi « perdre à l'O. N. U. son unité, son prestige et les possibilités de son fonctionnement. Voilà la crise dans laquelle elle est plongée ». Eh pourquoi donc, Monsieur Stevenson, n'observez-vous pas directement à cette juste accusation du général de Gaulle ?

Aujourd'hui, de l'Orient à l'Occident, s'élèvent des clamours toujours plus puissants pour exiger le remaniement complet des Nations-Unies. Divers projets ont été formulés. Tous ces projets, si différents soient-ils, ont un point commun, c'est d'exiger qu'il soit mis fin à la situation dans laquelle se trouve actuellement l'O. N. U. contrôlée et manœuvrée par les Etats-Unis.

A vrai dire, l'O. N. U. ne peut plus se conduire comme elle l'est actuellement. Ou bien l'O.N.U. corrige ses erreurs et se soumet à une reorganisation totale suivant la volonté des peuples de tous les pays, ou bien elle continue à se piler à la volonté des Etats-Unis et court à son propre suicide. Il n'y a pas d'autre alternative.

Dans sa déclaration, de Gaulle effraye l'administration Johnson. Le département des finances des Etats-Unis a aussitôt publié une déclaration disant : « En aucun cas, aucune solution ne sera acceptable ».

En fait, que l'administration Johnson le veuille ou non, l'hégémonie du dollar dans le monde capitaliste, de même que la suprématie des Etats-Unis au sein de l'O. N. U., sont ébranlées. J'ai que dans leurs fondements. Par cette action, de Gaulle a prouvé que si les pays capitalistes de l'Europe occidentale ont le courage d'adopter une politique indépendante, ils sont parfaitement en mesure de combler le vide, de boycotter et de mettre en pièces l'empire du dollar et colosse d'une puissance illusoire.

Il est évident que parlant de la nature de la classe qu'il représente, de Gaulle a lancé, dans sa déclaration, pas mal de coups de « bâtons » contre les pays socialistes et le communisme. Il a même ouvertement et à tort évolué suffisamment à droite des pays socialistes

d'Europe. De Gaulle est le représentant de la bourgeoisie monopoliste française. Ses propos anti-communistes mettent en lumière la nature commune de la bourgeoisie monopoliste internationale. A aucun

DAVID contre GOLIATH ou l'Albanie contre les deux géants

Il fallait voir avec quel ton scandaleux « l'Humanité » et la presse révisionniste ont annoncé l'initiative albanaise demandant un vote nominal pour ou contre l'ajournement de la 19e session de l'O.N.U.

De quoi s'agit-il ?
L'article 19 de la Charte des Nations Unies prévoit « qu'un membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées ».

Au moyen de cet article, les Etats-Unis prétendent obliger les pays socialistes, la France et quelques autres réfractaires à payer « leur part » des frais engagés pour l'intervention de l'O. N. U. au Congo. Intervention qui se solda par la liquidation du gouvernement légal de ce pays, l'assassinat de Patrice Lumumba et de la plupart des dirigeants du Mouvement National et l'installation à Léopoldville d'une clique fantoche entièrement à la solde des impérialistes. Malgré toute leur bonne volonté, les dirigeants révisionnistes occidentaux et leurs amis ne parviennent à valoir publiquement une telle couleur sous peine d'être définitivement démasqués aux yeux des peuples du monde entier.

Certes, tout en utilisant la trahison de ces dirigeants révisionnistes pour leur propre politique, les Américains ne perdent pas de vue l'objectif final de leur politique, qui est la liquidation de tout le camp socialiste. Obliger les « Russes » (sic) à capituler de façon éclatante ce serait une bonne chose, pour parvenir à une telle fin, car la force du camp socialiste réside certes, dans son potentiel industriel ou militaire mais aussi dans le prestige des « tanks du communisme » au sein des masses populaires du monde entier.

Cependant les dirigeants révisionnistes, pas plus que leurs « compères ennemis » les impérialistes, ne désirent disparaître de la scène de l'histoire. D'où leur résistance devant le débat vanne.

Normalement la crise devait donc éclater à l'ouverture de la 19ème session de l'O. N. U. en septembre 1964.

Car, les U. S. A. ne pouvaient pas reculer sans non plus, sous peine de perdre la face. D'un autre côté, d'irréductibles américains et soviétiques se trouvaient d'accord pour reconnaître en l'O. N. U. un instrument incomparable pour la contre-révolution à l'échelle internationale. Or, le départ de l'U. R. S. S. et des autres pays socialistes, et de la Fran-

ce (telle aussi en retard de ses cotisations) l'aurait tuée à coup sûr.

Dans l'ensemble, cette déclaration de de Gaulle montre une tendance importante de la situation actuelle. L'onde emporte les pétales flétris, le printemps passe. L'époque où les Etats-Unis agissaient en maîtres absolus dans le monde capitaliste est à jamais révolue. L'impérialisme américain se trouve dans un isolement sans précédent. Si les peuples des

moment, les peuples révolutionnaires du monde ne doivent perdre pied de vue.

Comment faire ?
Entre tenants de la « coopération pacifique », il y a toujours moyens de s'arranger : après avoir retardé de 3 mois l'ouverture de la session, on « s'arrange » donc pour qu'il n'y ait pas de vote, mais simplement des décisions prises à l'amiable, en petit comité.

C'est ainsi que la Malaisie, Etat fantôme créé par l'impérialisme britannique pour maintenir sa domination en Malaisie, à Singapour et dans le nord de Bornéo, fut coopté au Conseil de sécurité, ce qui amena le retrait de l'Indonésie des Nations Unies.

Dependant, les « deux géants » n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une « combinaison » qui leur aurait sauvé la face à tous deux (en perpétuant cet instrument qui est l'outil de l'oppression, qu'est l'O.N.U. sous sa forme actuelle), décidèrent d'ajourner les débats au 1er septembre prochain. Ces messieurs pensaient que d'ici là, ils trouveraient bien « un compromis raisonnable », comme ils disent. C'est alors que ces « tribuns d'Albanais » inspirés par Pékin, comme le suscitent ostensiblement nos révisionnistes, vinrent mettre la panique dans ce beau cérémonial.

Voilà-t-il pas qu'ils exigèrent un vote pour ou contre cet ajournement !

Or s'il y avait vote, les U. S. A. se devaient de mettre leur menace à exécution, c'est-à-dire invoquer l'article 19 de la Charte privant ainsi l'U.R.S.S. et d'autres... de leur droit de vote. Cela ne pouvait que provoquer l'éclatement de l'O.N.U., comme on l'a vu plus haut.

M. Stevenson, chef de la délégation américaine, ses complices, ses clients et ses salariés firent des pieds et des mains pour éviter le vote fatal. Mais les Albanais demeuraient intransigeables. C'est alors que la délégation U.S. renoua spectaculairement à revendiquer l'application du fameux article 19 « permettant » ainsi à l'U.R.S.S. de participer au vote, lequel est lieu le 19 février.

Les Albanais avaient donc obtenu du premier coup que les diplomates yankee « oblièrent » leurs redoutantés. Mais bien entendu, le contrôle et la pression des « deux géants » sur la majorité des délégations sont encore tels que le résultat était connu d'avance.

La session a donc été ajournée comme prévu.

Mais l'initiative de la République Populaire d'Albanie a mis en lumière trois points importants :

1) Il existe entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. un accord tacite

pour éviter un affrontement. Cet accord ne favorise, en fait, que les impérialistes américains qui poursuivent ainsi leurs guerres d'intervention en Asie, en Afrique et en Amérique Latine en toute impunité.

2) Il existe cependant possible pour peu qu'on le veuille, de faire reculer ces impérialistes, en retournant contre eux leur chant de permanence.

3) Il existe, dans le camp socialiste et dans le tiers-monde, des pays qui rejettent de plus en plus ouvertement la super-mutité des « deux géants ». En effet, parmi les délégations qui ont voté pour la motion albanaise, se sont abstenues, ou n'ont pas pris part au vote, figurant celles de Cuba et de la Roumanie, états socialistes, de l'Algérie de la R.A.U. de la Guinée, du Congo-Brazzaville, du Yémen, de la Tansanie, du Cambodge, c'est-à-dire celles de pays qui s'opposent le plus fermement aux impérialistes.

Il faut noter également que la France et ceux de ses plus proches « amis » (la Mauritanie et le Sénégal) ont pris une attitude ambiguë.

Si l'on ajoute à cela, pour mémoire, que la Chine, l'Indonésie, la République Populaire de Corée et la République démocratique de Viet-Nam ne font pas partie de l'O.N.U., on voit que la « majorité » qui subit soit le contrôle des U.S.A., soit l'influence néfaste des révisionnistes modernes s'est encore amoindrie.

Hier l'Indonésie nationaliste et révol. L'annuaire, aujourd'hui l'Albanie socialiste, ont dérangé aux yeux du monde la complaisance de fait des impérialistes et des révisionnistes modernes, qui par ce à leurs contradictions, sont d'accord, les uns à l'essayer pour et offrir la lutte libératrice des masses opprimées tandis que les autres bavardent sur la coexistence pacifique.

Mais si la magnifique manifestation anti-américaine du 4 mars à Moscou a montré que les dirigeants Khrouchchevistes de l'U.R.S.S. ne reculent pas devant l'emploi de la force armée pour protéger l'ambassade de U.S.A. contre la juste colère des étudiants d'Afrique et d'Asie, elle a abouti à quelque chose que ces révisionnistes n'attendaient pas.

Pour la première fois depuis l'apparition au sein du M.C.I. des ouvriers et des étudiants soviétiques se sont retrouvés au coude à coude avec leurs frères asiatiques et africains. Non, le révisionnisme n'a plus d'avenir, ni en U.R.S.S., ni nulle part au monde.

Les idéaux de la Commune et d'Octobre 17 le balayeront de la surface de la terre !